



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

ARRETE COMPLÉMENTAIRE N° 39-2022AI DU 21 NOVEMBRE 2022
relatif à la surveillance des sols et des eaux souterraines
dans le cadre de l'exploitation par la société publique locale SOTRAVAL-SPL
de l'unité de valorisation énergétique de déchets (UVED) du Spernot à BREST

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, en particulier la section 8 « Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75 UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles » et les articles L.515-28 à L.515-31 et R.515-58 à R. 515-84 ;
- VU** la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;
- VU** la Décision (UE) 2019 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux MTD applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 09 février 2006, complété par les arrêtés des 19 novembre 2008 et 23 décembre 2009, autorisant la société publique locale SOTRAVAL-SPL à exploiter une unité de valorisation énergétique de déchets (UVED) sur le site du Spernot à BREST ;
- VU** le dossier de réexamen et le rapport de base respectivement transmis par la société publique locale SOTRAVAL-SPL les 27 janvier et 30 mars 2021 ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées en date du 22 juillet 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté adressé le 18 août 2022 à la société publique locale SOTRAVAL-SPL ;

CONSIDÉRANT que la société publique locale SOTRAVAL-SPL n'a formulé aucune observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'UVED du Spernot à BREST relève de la directive IED au regard des activités de traitement des déchets menées sur le site ;

CONSIDÉRANT que les activités IED du site du Spernot à BREST impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que ces deux conditions cumulées ont conduit l'exploitant à élaborer un rapport de base définissant l'état de pollution du sol et des eaux souterraines sur le périmètre IED de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R.515-60-f du code de l'environnement, il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, et notamment, s'agissant des substances ou mélanges visés dans le rapport de base, celles relatives à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral du 09 février 2006, complété par les arrêtés des 19 novembre 2008 et 23 décembre 2009, autorisant la société publique locale SOTRAVAL-SPL à exploiter l'unité de valorisation énergétique de déchets (UVED) située au Spernot à BREST est complété par les dispositions précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 – AJOUT DE PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA SURVEILLANCE DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :

- surveillance décennale des sols pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux, ETM (arsenic, cadmium, plomb, cuivre, chrome, nickel, zinc et mercure), HAP, PCB, COT, composés azotés et AOX sur l'ensemble des points de sondage identifiés dans le rapport de base - phase 2 - de mars 2021 (Réf. : A109704/A) ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente ;
- surveillance annuelle des eaux souterraines pour les paramètres suivants : pH, DCO, DBO5, hydrocarbures totaux, ETM (arsenic, cadmium, plomb, cuivre, chrome, nickel, zinc, cobalt, manganèse, thallium, vanadium, étain, antimoine et mercure), éléments ionique (sodium, magnésium, potassium et calcium), HAP, PCB, COT, composés azotés, sulfates, chlorures, orthophosphate et AOX sur les 3 piézomètres identifiés dans le rapport de base - phase 2 - de mars 2021 (Réf. : A109704/A).

ARTICLE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant prend toutes dispositions pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers,...).

ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Finistère.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et l'inspection de l'environnement spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société publique locale SOTRAVAL-SPL.

QUIMPER, le 21 NOV. 2022

Pour le préfet,
le secrétaire général,



Christophe MARX

DESTINATAIRES :

- M. le sous-préfet de BREST
- M. le maire de BREST
- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées – DREAL, UD29
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – SPPR, DRC
- M. le directeur général délégué de la société publique locale SOTRAVAL-SPL